

## DECRET DU 2 AVRIL 1973 PORTANT NOMINATION DU PREMIER MINISTRE

Le Président de la République,

Vu l'article 8 de la Constitution,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — M. Pierre MESSMER est nommé Premier ministre.

Article 2. — Le présent décret sera publié au « Journal officiel » de la République française.

Fait à Paris, le 2 avril 1973.

GEORGES POMPIDOU.

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### Missions auprès de préfets de région.

Par arrêté du Premier ministre en date du 27 mars 1973, est nommé en qualité de chargé de mission à temps plein auprès du préfet de la région Franche-Comté, M. Gérard Calixte, administrateur civil.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 21 mars 1973.

Par arrêté du Premier ministre en date du 27 mars 1973, il est mis fin aux fonctions exercées en qualité de chargé de mission à temps partiel auprès du préfet de la région Bretagne par M. Philippe Renaud, conseiller de tribunal administratif.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 1973.

## JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

### Décret portant nomination d'un inspecteur général de la jeunesse et des sports.

Par décret du Président de la République en date du 27 mars 1973, M. Scotte (Jean), inspecteur principal de la jeunesse et des sports, est nommé inspecteur général de la jeunesse et des sports.

### Brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu le décret n° 73-131 du 8 février 1973 relatif aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs ;

Vu le décret n° 72-697 du 28 juillet 1972 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Le conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports, entendu,

Arrête :

#### TITRE I<sup>er</sup>

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs.

Art. 1<sup>er</sup>. — Les candidats aux fonctions d'animateur doivent s'inscrire, préalablement aux épreuves, auprès du directeur départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs de leur domicile.

Art. 2. — Les candidats choisissent l'ordre dans lequel ils passent les épreuves mais seuls sont considérés comme animateurs stagiaires ceux qui ont participé dans des conditions satisfaisantes à la session de formation d'animateurs.

Les épreuves prévues à l'article 2 du décret du 8 février 1973 pour l'obtention du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs doivent être subies, dans un délai de deux années, sauf dérogation accordée par le directeur départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 3. — La session de formation doit comporter au total au moins huit jours de travail. L'effectif d'une session ne doit pas normalement excéder quarante candidats. Il peut cependant atteindre par dérogation accordée par le directeur départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs le chiffre maximum de cinquante candidats.

Le programme de cette session peut être soit polyvalent, soit spécialisé selon la nature du centre de vacances ou de loisirs.

Le directeur de la session doit être titulaire du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur, les autres instructeurs doivent être titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur. Trois instructeurs au minimum doivent être présents en permanence pendant la durée d'une session.

Le conseil de la session est constitué par le directeur de la session et les autres instructeurs ; il émet sous le contrôle de l'inspecteur de la jeunesse et des sports, son avis sur les aptitudes de chacun des candidats.

Art. 4. — Le stage pratique comme animateur de centre de vacances et de loisirs doit être accompli dans un centre de vacances ou de loisirs régulièrement déclaré et effectué dans les conditions réglementaires relatives à chaque type de centre de vacances. Il doit avoir les durées minima suivantes :

En colonies de vacances et en centres de loisirs sans hébergement fonctionnant d'une manière continue : vingt et un jours pour un seul séjour ou vingt-quatre jours en deux séjours ;

En centres de vacances collectives d'adolescents ou en centres de loisirs sans hébergement recevant exclusivement des adolescents et fonctionnant d'une manière continue : quinze jours pour un seul séjour ou dix-huit jours en deux séjours ;

En centres de loisirs sans hébergement ne fonctionnant pas de façon continue : vingt-cinq jours ;

En centres de loisirs sans hébergement fonctionnant par séances périodiques : un nombre de séances équivalant à vingt-cinq jours d'activité.

A l'issue de ce stage le directeur du centre de vacances ou de loisirs ainsi que l'inspecteur de la jeunesse et des sports émettent un avis motivé sur les aptitudes du candidat et sur la manière dont il a assumé sa fonction d'animateur.

Art. 5. — Les sessions de perfectionnement, de conversion ou de spécialisation ont pour but de parfaire la formation soit par un perfectionnement affirmant la spécialisation d'un candidat dans un type de vacances ou en rapport avec une catégorie d'âge d'enfants ou d'adolescents, soit de permettre au candidat d'acquérir des connaissances sur un autre type de centres de vacances ou de loisirs, soit de confirmer son aptitude à l'animation d'une activité particulière.

Cette session ne doit pas comporter moins de cinquante heures de travail effectif.

L'inspecteur de la jeunesse et des sports émet son avis sur la valeur de cette session et sur la qualité du travail effectué. Le directeur de la session donne son avis sur les capacités du candidat.

Art. 6. — Les membres du jury du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur sont désignés par la direction régionale de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Il est présidé par un directeur départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs et comprend :

Un inspecteur de la jeunesse et des sports ;

Trois représentants d'associations de formation de personnel d'encadrement de centres de vacances ou de loisirs ;

Trois représentants d'associations ou de fédérations nationales représentées à l'échelon départemental, organisatrices de centres de vacances ou de loisirs.

Un assistant départemental de jeunesse et d'activités socio-éducatives ou un conseiller technique et pédagogique.

Art. 7. — Le jury délibère sur l'ensemble du dossier du candidat. Il propose que celui-ci soit reçu, ajourné ou refusé.

Les candidats ajournés devront se présenter à nouveau à celles des épreuves jugées insuffisantes par le jury.

Les candidats refusés devront recommencer l'ensemble du cycle de formation.

## TITRE II

### Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs.

Art. 8. — Les candidats aux fonctions de directeur doivent s'inscrire préalablement aux épreuves auprès du directeur départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs de leur domicile.

Art. 9. — Les épreuves sont subies dans un délai maximum de quatre années à compter de l'inscription du candidat. Toutefois, les candidats peuvent être autorisés par le directeur régional à conserver le bénéfice de leur session de formation s'ils ont été empêchés d'accomplir le stage pratique dans le délai prévu.

Art. 10. — La session de formation de directeur doit comporter dix jours minimum de travail continu. L'effectif d'une session ne doit pas, en principe, excéder trente candidats, il peut cependant atteindre, par dérogation accordée par le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs, le chiffre maximum de quarante candidats.

Le directeur de la session doit être titulaire du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs.

Trois instructeurs au minimum doivent être présents en permanence pendant la durée de la session.

Le conseil de la session est composé du directeur du stage et des autres instructeurs, il émet sous le contrôle du directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs ou de son représentant, son avis sur les aptitudes de chacun des candidats à la direction de centres de vacances ou de loisirs et propose, le cas échéant, sa qualification comme directeur stagiaire.

Art. 11. — Le premier stage pratique de direction en centre de vacances ou de loisirs doit s'effectuer dans un centre de vacances ou de loisirs régulièrement déclaré. La durée de ce stage est identique à celle qui a été fixée à l'article 4 du présent arrêté pour le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur.

Au cours du stage pratique le candidat est inspecté par le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs ou son représentant.

A l'issue de son stage pratique le candidat rédige un compte rendu qui sera remis au directeur de la session de perfectionnement. Ce compte rendu doit figurer à son dossier.

Le responsable de l'œuvre organisatrice du centre de vacances ou de loisirs ainsi que l'inspecteur de la jeunesse et des sports forment respectivement une appréciation écrite sur la manière dont le candidat exerce ses fonctions de direction.

Art. 12. — La session de perfectionnement doit comporter un minimum de cinquante heures de travail. Elle peut réunir à la fois des directeurs stagiaires et des directeurs titulaires du brevet d'aptitude préparant le renouvellement de leur autorisation d'exercer.

Cette session a pour but soit de parfaire une formation du candidat dans sa spécialité, soit de lui permettre d'acquérir des connaissances sur un autre type de centre de vacances ou de loisirs.

A l'issue de cette session l'inspecteur de la jeunesse et des sports émet son avis sur la qualité du travail effectué, le directeur de la session donne son avis sur les capacités du candidat.

Art. 13. — Le bilan prévu au dernier alinéa de l'article 3 du décret n° 73-131 du 8 février 1973 doit être envoyé au directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs. Le bilan porte sur une expérience effectuée par le candidat placé dans une situation de responsabilité comme directeur de centre de vacances ou de loisirs, il comporte une évaluation de sa formation. Ce bilan est examiné par le jury sur le rapport de deux de ses membres. Si le jury le juge nécessaire, il convoque le candidat en vue d'un entretien.

Art. 14. — Les membres du jury du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs sont désignés par le ministre chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Présidé par un directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs, il comprend :

Deux inspecteurs départementaux de la jeunesse et des sports ;

Trois représentants d'associations de formation de personnel d'encadrement de centres de vacances ou de loisirs ;

Trois représentants d'associations ou de fédérations organisatrices de centres de vacances ou de loisirs.

Le jury peut faire appel à tout spécialiste susceptible de l'éclairer dans ses travaux.

Art. 15. — Le jury délibère sur l'ensemble du dossier de chaque candidat, il propose que celui-ci soit déclaré reçu, ajourné ou refusé. Les candidats ajournés devront se présenter à nouveau à celles des épreuves jugées insuffisantes par le jury.

Les candidats refusés devront recommencer l'ensemble du cycle de formation.

Art. 16. — Le directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 mars 1973.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives,  
JEAN MAHEU.

## DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

### Application du décret n° 67-1039 du 29 novembre 1967 portant réglementation du logement et de l'ameublement des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'outre-mer.

Le ministre de l'économie et des finances, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des services de l'information, et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Vu le décret n° 67-1039 du 29 novembre 1967 portant réglementation du logement et de l'ameublement des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'outre-mer,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le taux de la retenue prévu à l'article 3 du décret susvisé est fixé à 12 p. 100 de la rémunération visée à l'article 2 du décret n° 67-600 du 23 juillet 1967 relatif au régime de rémunération des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'outre-mer.

Art. 2. — Le directeur des territoires d'outre-mer au secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mars 1973.

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,  
JEAN TAITTINGER.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des services de l'information,

PHILIPPE MALAUD.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer,  
XAVIER DENIAU.

### Répartition de contingents de rhum de consommation locale et d'exportation de la Martinique.

Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'agriculture et du développement rural et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Vu les articles 388 et 389 du code général des impôts ;

Vu le décret du 20 février 1923 fixant les conditions de répartition du contingent de rhum, ensemble les textes subséquents ;

Vu la loi du 29 décembre 1933 tendant à autoriser le Gouvernement à réglementer le marché de la consommation locale de rhum aux Antilles ;

Vu le décret du 20 mai 1955 relatif à la répartition du contingent de rhum d'exportation et de consommation locale à la Martinique et à la Guadeloupe, et notamment son article 3 ;

Sur propositions du préfet de la Martinique,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le contingent de 1.217,82 hl d'alcool pur de rhum de consommation locale, reversé à la masse à la Martinique par application de l'article 3 du décret du 20 mai 1955, est réparti entre les établissements attributaires comme suit :

	Hectolitres d'alcool pur.
Consorts A. Bernus.....	48,39
Compagnie rhumière et sucrière de Simon.....	40,89
André Dormoy.....	157,60
Etablissements La Thibault.....	250,90
Héritiers H. Clement.....	212,47
Société Th. Bellon et C.....	261,36
L. P. Duquesne.....	39,73
S. A. Bardin et Antilles.....	131,48
Hardy (Tartane) distillateur.....	75